

**Art. 2.** Het akkoord tot wijziging van het partnerschapsakkoord tussen de leden van de groep van landen uit Afrika, het Caraïbisch Gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, anderzijds, ondertekend in Cotonou op 23 juni 2000, gedaan te Luxemburg, op 25 juni 2005, zal volledige uitwerking hebben.

Kondigen onderhavig decreet af en bevelen dat het wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 21 november 2007.

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheid

Ch. PICQUE,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Sociale Cohesie

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme

Mevr. Fr. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 223

[C – 2008/31019]

20 DECEMBRE 2007

### Décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services "Espaces-Rencontres"

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

2° Services "Espaces-Rencontres" : les services qui s'adressent aux familles en situation de rupture, de divorce ou de séparation, et qui exercent les missions visées à l'article 4;

3° Parents : le père, la mère, les grands-parents ou toute autre personne titulaire d'un droit aux relations personnelles avec l'enfant au bénéfice duquel intervient le service "Espaces-Rencontres";

4° Conseil consultatif : la section "Services ambulatoires" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé.

**Art. 3.** Les services "Espaces-Rencontres" sont agréés par le Collège s'ils satisfont aux conditions fixées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

Peuvent seuls porter l'appellation "Espaces-Rencontres" les services "Espaces-Rencontres" agréés conformément au présent décret. L'agrément doit être mentionné sur tous leurs actes, documents ou publications.

#### CHAPITRE II. — Missions

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les services "Espaces-Rencontres" ont pour missions :

1° de permettre à l'enfant un exercice normal de son droit aux relations personnelles avec le parent avec lequel il ne vit pas, lorsque ce droit a été interrompu ou lorsqu'il se déroule difficilement ou de manière conflictuelle;

2° de contribuer à créer ou à restaurer la relation entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas.

§ 2. Les missions visées au § 1<sup>er</sup> sont exercées dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, ou à la demande des parents.

§ 3. Elles sont réalisées :

1° en organisant des rencontres entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas;

2° en encadrant par un tiers neutre et professionnel l'exercice du droit aux relations personnelles pour l'enfant et les parents concernés.

#### CHAPITRE III. — Conditions et procédure d'agrément

**Art. 5.** Le Collège agréé les services "Espaces-Rencontres" et en fixe la programmation.

**Art. 6.** La demande d'agrément est introduite par le service "Espaces-Rencontres" auprès du Collège suivant les modalités et dans les délais fixés par celui-ci.

Le Collège détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte au minimum les documents et informations suivants :

- 1° la description des tâches assurées par le service;
- 2° les statuts de l'ASBL;
- 3° la composition de l'assemblée générale et du conseil d'administration;
- 4° la composition et la qualification du personnel;
- 5° le volume des prestations;
- 6° le règlement d'ordre intérieur;
- 7° le rapport d'activités de l'exercice précédent;
- 8° le plan des locaux.

**Art. 7.** Pour être agréé, le service "Espaces-Rencontres" doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être créé et organisé par une association sans but lucratif;
- 2° avoir son siège et ses activités en Région bruxelloise;
- 3° accomplir de manière exclusive toutes les missions visées à l'article 4;
- 4° fournir ses prestations sans distinction de genre, d'orientation sexuelle, d'origine ethnique, de langue, de religion, d'opinion ou d'origine sociale;
- 5° disposer de locaux permettant au moins l'organisation d'un secrétariat, d'une permanence d'accueil, d'entretiens confidentiels et de rencontres entre parents et enfants;
- 6° disposer d'un coordinateur exerçant les tâches visées à l'article 9 et de personnel qualifié;
- 7° disposer d'un règlement d'ordre intérieur précisant au minimum :
  - a) la répartition des tâches au sein du service "Espaces-Rencontres";
  - b) les droits et devoirs des membres du personnel et des bénéficiaires;
- 8° s'engager à respecter la charte déontologique définie par le Collège;
- 9° s'engager à assurer la formation continue et la supervision des équipes;
- 10° fournir gratuitement ses prestations dans le cadre de l'exercice de ses missions "Espaces-Rencontres".

Le Collège détermine les conditions spécifiques d'agrément relatives au personnel, à la permanence d'accueil et à l'organisation des locaux.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Le Collège octroie, après avis du Conseil consultatif, un agrément de cinq ans au service "Espaces-Rencontres" qui remplit les conditions d'agrément conformément au présent décret. En cas de refus d'agrément, la décision est motivée.

L'agrément est renouvelable à la demande du service "Espaces-Rencontres" six mois avant le terme de son agrément.

Lorsqu'il s'agit d'une demande visant l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé provisoirement pour une durée de deux ans. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Collège, prolongé pour une période de trois ans.

§ 2. L'agrément peut être suspendu ou retiré par le Collège, sur avis du Conseil consultatif, pour cause d'inobservation des dispositions fixées en vertu du présent décret.

Le Collège fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension, de refus et de retrait de l'agrément.

Il fixe les modalités de recours en cas de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément. Il prévoit notamment la possibilité pour le service concerné de faire valoir ses observations.

§ 3. Le service "Espaces-Rencontres" introduit une demande de modification d'agrément en cas de modification du but de l'ASBL, de dénomination du service, de l'adresse du siège social et de l'adresse du lieu d'activités. Il doit communiquer sans délai et par écrit à l'administration toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné.

Le Collège détermine la procédure de modification d'agrément. Celle-ci comporte un avis du Conseil consultatif.

#### CHAPITRE IV. — Normes de fonctionnement

**Art. 9.** Le coordinateur visé à l'article 7, 6°, organise les activités du service pour remplir les missions visées à l'article 4, en concertation avec les membres du personnel.

Il veille notamment à l'application du règlement de travail, du règlement d'ordre intérieur, au respect des diverses réglementations en vigueur, à l'organisation du travail d'équipe, ainsi qu'aux relations avec les pouvoirs subsidiaires.

**Art. 10.** Les membres du personnel ainsi que toute personne ayant accès aux dossiers individuels sont tenus au secret professionnel.

**Art. 11.** Les membres du personnel tiennent un registre d'activités conforme au modèle fixé par le Collège, dans lequel sont répertoriés le nombre et le type de consultations. Ce registre n'est accessible qu'aux membres du personnel et aux fonctionnaires désignés par le Collège pour le contrôle des services. Les informations qui y figurent sont anonymes.

**Art. 12.** Le service "Espaces-Rencontres" agréé établit annuellement :

1° un rapport d'activités qualitatif circonstancié, contenant notamment une analyse des problèmes traités, les méthodes suivies en fonction des problèmes et des objectifs posés, ainsi qu'une évaluation de ces méthodes quant à leur efficacité et leur impact;

2° un rapport d'activités quantitatif.

Le modèle des rapports d'activités est fixé par le Collège.

#### CHAPITRE V. — *Subventions*

**Art. 13.** 1° Le Collège octroie, dans les limites des crédits budgétaires, une subvention aux "Espaces-Rencontres". Celle-ci couvre des frais de rémunérations, des frais de fonctionnement ainsi que des frais de formation.

2° Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

3° Le Collège détermine les types de frais qui peuvent être couverts par la partie de la subvention dédiée aux frais de fonctionnement et de formation.

4° Le Collège détermine les conditions et les modalités d'octroi des subventions.

**Art. 14.** Des avances trimestrielles égales au quart de la subvention annuelle visée à l'article 13 sont liquidées au plus tard pour les 15 février, 15 mai et 15 août et au cinquième de la subvention pour le 15 novembre.

Le solde de la subvention annuelle est liquidé, après approbation des justificatifs, au plus tard le 30 novembre de l'année suivante.

Le Collège détermine les modalités de justification des frais couverts et les documents annexes à fournir. Ceux-ci comportent au moins le rapport d'activités annuel du service "Espaces-Rencontres" et les comptes et bilan de l'ASBL.

#### CHAPITRE VI. — *Contrôle et Sanctions*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne qui organise ou dirige une association portant, sans être agréée, l'appellation "Espaces-Rencontres" est passible d'une amende administrative l'amende s'élève à un montant de € 3.000.

§ 2. Le Collège inflige les amendes administratives. Les amendes administratives sont notifiées au contrevenant concerné dans le mois de la décision du Collège.

Elles sont payables dans les deux mois de la notification au compte général de la Commission communautaire française.

**Art. 16.** Les services "Espaces-Rencontres" agréés ou agréés provisoirement doivent permettre et accepter la vérification de l'application du présent décret par les agents des services du Collège désignés par le Collège, en leur garantissant un libre accès aux locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à leur mission.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions finales et transitoires*

**Art. 17.** En dérogation au chapitre III, les services "Espaces-Rencontres" suivants sont agréés de plein droit dès l'entrée en vigueur du présent décret, pour une durée transitoire prenant fin un an après l'entrée en vigueur du présent décret :

1° Espace Rencontre Bruxelles ASBL;

2° le Patio ASBL.

Six mois avant le terme de cet agrément, les services peuvent introduire une demande de renouvellement d'agrément selon les conditions et les modalités prévues au chapitre III.

**Art. 18.** A l'article 5, § 2, du décret du 5 juin 1997 de la Commission communautaire française portant création du Conseil consultatif de l'Aide aux Personnes et de la Santé, la première phrase est complétée par les mots suivants : "les Espaces-Rencontres".

**Art. 19.** Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2007.

B. CEREXHE,

Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Fonction publique et de la Santé

Ch. PICQUE,

Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Cohésion sociale

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme

Mme F. DUPUIS,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire

E. KIR,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 223

[C — 2008/31019]

20 DECEMBER 2007

**Decreet betreffende de erkenning en de verlening van toelagen aan de diensten "Espaces-Rencontres"**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, het College, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Onderhavig decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde materie, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van onderhavig decreet dient te worden verstaan onder :

1° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° Diensten "Espaces-Rencontres" : de diensten die zich richten tot gezinnen die zich bevinden in een situatie van breuk, scheiding of feitelijke scheiding, en die de in artikel 4 bedoelde opdrachten vervullen;

3° Ouders : de vader, de moeder, de grootouders of elk ander persoon die titularis is van een recht op persoonlijke relaties met het kind ten gunste waarvan de dienst "Espaces-Rencontres" tussenbeide komt;

4° Adviesraad : de afdeling "Services ambulatoires" van de "Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé".

**Art. 3.** De diensten "Espaces-Rencontres" worden erkend door het College indien deze voldoen aan de door of krachtens onderhavig decreet bepaalde voorwaarden.

Mogen enkel de benaming "Espaces-Rencontres" dragen, de diensten "Espaces-Rencontres" die erkend zijn overeenkomstig onderhavig decreet. De erkenning moet worden vermeld op al hun akten, documenten en publicaties.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. De diensten "Espaces-Rencontres" hebben tot opdracht :

1° voor het kind een normale uitoefening mogelijk te maken van zijn recht op persoonlijke relaties met de ouder waarmee het niet samenleeft, indien dit recht werd onderbroken of indien de uitoefening ervan moeilijk of op een conflictueuze manier verloopt;

2° bij te dragen tot het scheppen of het herstel van de relatie tussen het kind en de ouder waarmee het niet samenleeft.

§ 2. De in § 1 bedoelde opdrachten worden vervuld in het kader van een gerechtelijke of administratieve procedure, of op verzoek van de ouders.

§ 3. Deze worden vervuld :

1° door middel van de organisatie van ontmoetingen tussen het kind en de ouder waarmee het niet samenleeft;

2° door middel van de professionele omkadering door een neutrale derde van de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties voor het kind en de betrokken ouders.

HOOFDSTUK III — *Voorwaarden en procedure van erkenning*

**Art. 5.** Het College erkent de diensten "Espaces-Rencontres" en bepaalt hun programmatie.

**Art. 6.** De aanvraag tot erkenning wordt ingediend bij het College door de dienst "Espaces-Rencontres", volgens de modaliteiten en binnen de termijnen die door het College zijn bepaald.

Het College bepaalt de inhoud van het dossier van de erkenningsaanvraag. Dit dossier bevat tenminste de volgende documenten en informatie :

1° de beschrijving van de door de dienst verzorgde taken;

2° de statuten van de VZW;

3° de samenstelling van de algemene vergadering en van de raad van bestuur;

4° de samenstelling en de opleiding van het personeel;

5° het volume van de prestaties;

6° het huishoudelijk reglement;

7° het activiteitenverslag van het vorig dienstjaar;

8° het plan van de lokalen.

**Art. 7.** Om te worden erkend, moet de dienst "Espaces-Rencontres" aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht en georganiseerd zijn door een vereniging zonder winstoogmerk;

2° zijn zetel hebben en zijn activiteiten uitoefenen in het Brussels gewest;

3° op exclusieve wijze alle in artikel 4 bedoelde opdrachten vervullen;

4° zijn prestaties verrichten zonder onderscheid qua geslacht, seksuele geaardheid, etnische afkomst, taal, godsdienst, filosofische opvattingen of sociale oorsprong;

5° beschikken over lokalen die tenminste de organisatie toelaten van een secretariaat, een permanente onthaaldienst, en vertrouwelijke gesprekken en ontmoetingen tussen ouders en kinderen;

6° beschikken over een coördinator die de in artikel 9 bedoelde taken uitoefent, en over gekwalificeerd personeel;

7° beschikken over een huishoudelijk reglement dat tenminste preciseert :

a) de verdeling van de taken binnen de dienst "Espaces-Rencontres";

b) de rechten en plichten van de personeelsleden en de begunstigen;

8° zich ertoe verbinden om het deontologisch handvest na te leven dat is opgesteld door het College;

9° zich ertoe verbinden om de voortgezette opleiding en de supervisie van de teams te verzekeren;

10° gratis zijn prestaties leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten als "Espaces-Rencontres".

Het College bepaalt de specifieke erkenningsvoorwaarden wat betreft het personeel, de permanente onthaaldienst en de organisatie van de lokalen.

**Art. 8.** § 1. Na advies van de Adviesraad verleent het College een erkenning voor vijf jaar aan de dienst "Espaces-Rencontres" die voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, overeenkomstig onderhavig decreet. Bij de weigering van een erkenning wordt de beslissing gemotiveerd.

De erkenning is hernieuwbaar op verzoek van de dienst "Espaces-Rencontres", zes maanden voor het verlopen van de erkenning.

Indien het zich handelt om een aanvraag voor de erkenning van een nieuwe dienst, dan wordt de erkenning voorlopig verleend voor een duur van twee jaar. Na verloop van deze periode wordt de erkenning verlengd voor een periode van drie jaar, behalve bij een andersluidende beslissing van het College.

§ 2. De erkenning kan worden opgeschort of ingetrokken door het College, na advies van de Adviesraad, wegens niet-naleving van de bepalingen vastgesteld krachtens onderhavig decreet.

Het College bepaalt de procedure voor de toekenning, hernieuwing, opschorting, weigering en intrekking van de erkenning.

Het bepaalt de modaliteiten inzake beroep bij weigering, opschorting of intrekking van de erkenning. Het voorziet met name de mogelijkheid voor de betrokken dienst om zijn opmerkingen te doen gelden.

§ 3. De dienst "Espaces-Rencontres" dient een aanvraag tot wijziging van zijn erkenning in bij een wijziging van het doel van de VZW, de benaming van de dienst, het adres van de maatschappelijke zetel en van het adres waar de activiteiten plaatsvinden. Hij moet het Bestuur onverwijld en schriftelijk inlichten over elke wijziging die wordt aangebracht aan de statuten en aan de samenstelling van het betoelaagd personeel.

Het College bepaalt de procedure voor de wijziging van de erkenning. Deze omvat een advies van de adviesraad.

#### HOOFDSTUK IV. — *Werkingsnormen*

**Art. 9.** De in artikel 7, 6°, bedoelde coördinator organiseert de activiteiten van de diensten om de in artikel 4 bedoelde opdrachten te vervullen. Dit gebeurt in overleg met de personeelsleden. Hij waakt met name over de toepassing van het arbeidsreglement, het huishoudelijk reglement, de naleving van de verschillende geldende reglementen, de organisatie van het teamwerk, evenals over de relaties met de subsidiërende overheden.

**Art. 10.** De personeelsleden, evenals alle personen die inzage hebben in de individuele dossiers, zijn gehouden aan het beroepsgeheim.

**Art. 11.** De personeelsleden houden een activiteitenregister bij, conform het door het College bepaald model, waarin het aantal en het type van de raadplegingen zijn opgenomen. Dit register kan enkel worden geraadpleegd door de personeelsleden en de ambtenaren die zijn aangeduid door het College voor de controle van de diensten. De opgenomen informatie is anoniem.

**Art. 12.** De erkende dienst "Espaces-Rencontres" stelt jaarlijks op :

1° een omstandig kwalitatief activiteitenverslag dat met name een analyse bevat van de behandelde problemen, de methodes gevolgd in functie van de problemen en doelstellingen die zich voordoen, evenals een evaluatie van deze methodes wat betreft hun doeltreffendheid en impact;

2° een kwantitatief activiteitenverslag.

Het model van de activiteitenverslagen wordt bepaald door het College.

#### HOOFDSTUK V. — *Toelagen*

**Art. 13.** 1° Het College verleent, binnen de grenzen van de begrotingskredieten, een toelage aan de "Espaces-Rencontres". Deze dekt de loonkosten, de werkingskosten, evenals de opleidingskosten.

2° Het College bepaalt de loonshalen die van toepassing zijn op elke functie, de berekeningswijze van de anciënniteit van het betoelaagd personeel en de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere betoelaagde voordelen.

3° Het College bepaalt de soorten van kosten die kunnen worden gedekt door het gedeelte van de toelage dat bestemd is voor de werkings- en opleidingskosten.

4° Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de verlening van de toelagen.

**Art. 14.** Ten laatste tegen 15 februari, 15 mei en 15 augustus worden driemaandelijks voorschotten uitgekeerd die gelijk zijn aan één vierde van de in artikel 13 bedoelde jaarlijkse toelage.

Tegen 15 november wordt een voorschot uitgekeerd dat gelijk is aan één vijfde van de toelage.

Het saldo van de jaarlijkse toelage wordt uitgekeerd ten laatste op 30 november van het volgende jaar, na goedkeuring van de bewijsstukken.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de rechtvaardiging van de gedekte kosten en de bij te voegen documenten. Deze omvatten tenminste het jaarlijks activiteitenverslag van de dienst "Espaces-Rencontres" en de rekeningen en balans van de VZW.

#### HOOFDSTUK VI. — *Controle en Sancties*

**Art. 15.** § 1. Aan elke persoon die een vereniging organiseert of leidt die zonder te zijn erkend de benaming "Espaces-Rencontres" draagt, kan een administratieve boete worden opgelegd die € 3.000 bedraagt.

§ 2. Het College legt de administratieve boetes op. De administratieve boetes worden aan de betrokken overtreder betekend binnen de maand die volgt op de beslissing van het College.

Deze zijn betaalbaar binnen de twee maanden die volgen op de betekening, op de algemene rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 16.** De erkende of voorlopig erkende diensten "Espaces-Rencontres" moeten de controle toelaten en aanvaarden van de toepassing van onderhavig decreet door de ambtenaren van de diensten van het College die hiertoe zijn aangeduid door het College, door hen vrije toegang te verschaffen tot de lokalen en hen de mogelijkheid te bieden om ter plaatse de stukken en documenten te raadplegen die noodzakelijk zijn voor hun opdracht.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slot- en overgangsbepalingen*

**Art. 17.** In afwijking van hoofdstuk III worden de volgende diensten "Espaces-Rencontres" van rechtswege erkend vanaf de inwerkingtreding van onderhavig decreet, voor een overgangperiode die eindigt een jaar na de inwerkingtreding van onderhavig decreet :

1° de VZW Espace Rencontre Bruxelles;

2° de VZW Patio.

Zes maanden vóór het aflopen van deze erkenning kunnen de diensten een aanvraag indienen tot hernieuwing van hun erkenning, volgens de in hoofdstuk III voorziene voorwaarden en modaliteiten.

**Art. 18.** In artikel 5, § 2, van het decreet van 5 juni 1997 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van de "Conseil consultatif de l'Aide aux Personnes et de la Santé" wordt de eerste zin aangevuld met de volgende woorden : "les Espaces-Rencontres".

**Art. 19.** Het College bepaalt de datum van inwerkingtreding van onderhavig decreet.

Kondigen onderhavig decreet af en bevelen dat het wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 20 december 2007.

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheid

Ch. PICQUE,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Sociale Cohesie

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme

Mevr. F. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 224

[C - 2008/31020]

**20 DECEMBRE 2007.** — Décret modifiant le décret du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé et le décret du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 2 du décret du 13 mai 2004 de la Commission communautaire française relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé, les mots « aux services Espaces-Rencontres » sont insérés entre les mots « aux services d'aide à domicile » et « aux services de santé mentale ».